

Histoire(s) du Club

Mireille Nathan-Murat, Psychanalyste

Mon intervention sera moins structurée que les interventions précédentes. Il y a très longtemps, j'ai travaillé au Club des Peupliers, de 1966 à 1973.

Ce que je voudrais apporter, ce seraient des bémols au côté hagiographique, idéalisant. J'ai certes beaucoup porté en moi l'expérience du Club et je crois que cela s'est prolongé durant toute ma vie professionnelle de psychologue clinicienne, de psychanalyste ; y compris par la suite dans des structures psychiatriques très différentes, pour des enfants autistes en hospitalisation à temps complet. J'y ai suscité des moments où on partait avec les jeunes patients, où on partait 8 jours, 15 jours. L'administration hospitalière appelait cela des séjours de transfert, des séjours thérapeutiques. On vivait 24 heures sur 24 avec un petit groupe d'enfants autistes. Nous étions très peu nombreux, les soignants, à partir. On allait se balader. On allait leur montrer la mer, se baigner. On allait crapahuter dans les collines, dans la campagne. Mais au retour de ces séjours si bons à vivre ensemble, au cours desquels les enfants progressaient en confiance dans leurs capacités d'expression, d'échanges et d'autonomie, au retour dans le service «hospitalier», les enfants n'avaient plus, pour structure d'accueil, de vie, que l'hôpital psychiatrique fermé, avec des clés partout, à leurs portes de chambres, à la porte du pavillon, des équipes soignantes en 3x8. Chaque fois c'était un crève-cœur épouvantable. Pour eux une catastrophe, quelque chose qui ressemblait à une catastrophe. Et pour moi, des moments où j'avais envie de mourir. Voilà. Nous avons travaillé à mettre en place des accompagnements familiaux ou des familles d'accueil, ainsi que des hôpitaux de jour, des groupes d'expression au plus près des familles dans des Centres médicaux psychologiques de secteur, afin d'éviter d'ajouter à la détresse psychique le trauma des hospitalisations à temps complet.

Je dis cela parce que je crois qu'il faut replacer les choses dans le contexte de l'époque. On a beaucoup parlé des progrès apportés par la psychiatrie institutionnelle, et je te remercie, Pierre, d'avoir structuré autant les choses sur l'histoire de l'évolution de la psychiatrie en France après-guerre mais... en tout cas, je sais que, personnellement, et je crois Odile Durand aussi, Jean-Pierre et Ginette Bourgeron, etc., puis tous les collègues que j'ai embauchés par la suite, nous étions tous porteurs d'une histoire qui était une histoire de déportation ethnique, mais aussi de déportation de ceux qu'on appelait «les fous». Des déportations qui sont allées non seulement jusqu'à la vie concentrationnaire, épouvantable, dont la génération précédente a pu témoigner, mais aussi jusqu'à des exterminations. Les nazis ont utilisé des gaz d'échappement pour tuer en enfermant les malades mentaux dans des

camions, avant même d'avoir inventé le zyklon B et les chambres à gaz d'extermination.

Cette Histoire, avec laquelle nous avons grandi, m'a sans doute déterminée à me former à la psychologie et à l'analyse institutionnelle. Mon premier stage, je l'avais fait en juillet 1966 à La Borde et je suis entrée au Club des Peupliers en septembre.

À La Borde, ce que j'avais découvert, c'était un endroit qui m'avait choquée (j'avais 20 ans) comme concentrationnaire. Au sens où ce lieu concentrait beaucoup de souffrances psychiques, celles de tous les patients qui étaient là, relativement enfermés. Mais ce lieu, idyllique par ailleurs, château dans la campagne solonote, ce lieu de soins psychiatriques avait été pensé, à l'intérieur, comme lieu d'ouverture des uns aux autres, et comme lieu de partage et de participation à la vie collective quotidienne. C'est-à-dire qu'on travaillait à la cuisine, on travaillait à penser ensemble à ce qu'on allait manger, à faire la vaisselle, le ménage, les distractions, en plus des soins médicalisés et des psychothérapies. Les «pensionnaires» avec les psychologues, comme les médecins (les médecins peut-être un petit peu moins dans la période où j'y étais), en tout cas, les infirmiers, animateurs, médiateurs artistiques, etc. Les fonctions des soignants n'étaient pas strictement définies par l'administration. Elles étaient prises dans la vie courante partagée avec ceux qui n'avaient pas eu le choix, par souffrance, d'être enfermés, soignés.

Je parle de ceux qui souffraient psychiquement encore plus que nous, mais en qui on pouvait retrouver, nous, salariés, des choses de nos détresses personnelles intérieures. Je me souviens d'avoir rencontré à La Borde une étudiante que j'avais fréquentée à la fac et qui sortait du «pavillon d'insuline» où on lui avait fait subir une cure de sommeil. J'étais horrifiée parce qu'elle avait triplé de volume en quelques semaines et c'était une copine, très marquée par ce qu'elle venait de vivre. Où était la barrière entre santé et maladie mentale ? Il n'y en avait apparemment pas ; contrairement à ce qui se passait dans les hôpitaux psychiatriques traditionnels.

J'ai aussi assisté à des électrochocs, sans anesthésie, le patient ligoté. À 20 ans, je peux vous dire que c'est très difficile de relativiser l'emploi des techniques violentes, des techniques hyper-sophistiquées.

Et cela coexistait avec la visée de la psychothérapie institutionnelle de rendre son statut de citoyen à tout un chacun.

Le noyau psychotique (c'est comme ça qu'on se le racontait entre nous, parce qu'on ne voulait pas que cela soit considéré comme enfermement définitivement structuré, comme «la psychose» ou comme «la névrose»), chez certains ce noyau psychotique devenait organisateur et désorganisateur de la vie sociale, de la vie psychique, de

l'intériorité. Alors, comment faire pour que des liens puissent être encore désirables pour des personnes souffrant à ce point ?

J'avais aussi mes moments de crise. J'ai eu la chance que... voilà.

J'ai rencontré au Club de Peupliers, en 1966, quelque chose de cela. La volonté de Philippe Paumelle, de Ginette Bertranet, de partir de la vie quotidienne de tout un chacun, – citoyen du XIII^e arrondissement de Paris en 1960 –, pouvant être en butte à la souffrance psychique à un moment donné et de faire que cela ne devienne pas une raison pour être éjecté du tissu social et d'être enfermé à l'écart, ségrégué par une psychiatrie qui, au mieux, se serait voulu bienveillante ou soignante, protectrice.

L'enjeu était de préserver la liberté de chacun ; de maintenir ce tissu dans lequel des relations sociales restaient possibles, des relations dans le quartier, des relations passant par des choses très banales. Des relations dans lesquelles certaines familles avaient fini par infantiliser certains de leurs membres. Parce que les relations à l'intérieur d'une famille ne sont pas faciles à vivre et qu'il peut arriver un moment où on se dit «je ne lui confie plus son porte-monnaie, ce n'est pas la peine, il ne saura pas, plus». Et petit à petit, certains membres de la famille se trouvent coincés, non seulement dans leur souffrance affective, psychique, mais en plus dans des statuts sociaux qui les infantilisent, qui les marginalisent et qui accentuent la pathologie jusqu'à des séjours en service fermé.

Je pense que nous étions très sensibles à tout cela, au Club. Il y avait dans ma rencontre avec l'équipe du Club, quatre animateurs à l'époque, dont Ginette qui était déjà mariée, autant que je me souviens, avec Jean-Pierre Bourgeron, une figure de couple parental très forte. Je devais avoir une bonne dizaine d'années de moins qu'eux. Et à 20 ans, cela compte.

Et puis le travail avec Jean-François Rouxel, animateur, décédé si prématurément. Je me souviens comme j'étais très bouleversée par ces rencontres répétitives avec la souffrance de certains adhérents du Club.

Eh bien ? (Dans la salle :) Monsieur Aristide Asinot, président du Club à mon époque, c'est sympa d'apporter ce plateau, parce qu'on a besoin de boire et de manger, c'est vrai. Allez-y. Bon, si vous voulez. Si certains veulent manger un petit morceau, on peut faire la pause... On continue alors.

En 1966, ce qui m'avait été offert en tant que stagiaire psychologue, c'était de pouvoir parler avec un membre de l'équipe, en dehors des temps de synthèse. Parler de ce que je vivais, de ce que je ressentais, de ce qu'on appellera par la suite le «contre-transfert». Mais comme ce n'était pas une situation psychanalytique, on mettait ça

entre guillemets. Cela m'a beaucoup aidée d'aller voir Odile Durand chez elle et de prendre le temps de parler, sans encombrer mes collègues, de ce qui m'agitait.

Je voulais aussi dire quelque chose de ce qui circulait à l'époque. Je me souviens qu'on racontait que Philippe Paumelle, avant d'instituer ses premières consultations sectorisées, comme il était question de fermer les «maisons closes» – c'était une époque de rigorisme et de censure politique de la vie sexuelle –, Paumelle avait imaginé, avait proposé, je crois au ministre de l'Intérieur, de récupérer des maisons closes pour en faire des maisons ouvertes ! Pour que le Club et d'autres structures d'utilité publique puissent y fonctionner. Voilà pour les anecdotes amusantes. Finalement, c'était moins drôle, mais le ministère de la Santé a mis à disposition le dispensaire de lutte contre la tuberculose – qui était en régression – rue de La Colonie. Et puis, disons que cela s'est aggravé, puisqu'en 1971-1972 (je ne sais plus, j'étais responsable depuis 1969), j'ai donc ouvert le Club dans l'ancien commissariat grillagé du quartier de la rue Bobillot. Tandis que les commissariats de quartier se regroupaient dans un bâtiment neuf, centralisé derrière la mairie du XIIIe, dans le même mouvement, toutes les structures de consultation de l'Association de Santé Mentale du XIIIe étaient centralisées dans un nouvel édifice, non loin de la mairie, avec un Centre de traitement psychanalytique en son sommet – ce que j'ai trouvé bien représentatif de l'idée que l'on se faisait de la psychanalyse à l'ASM13. Ce centre existe toujours, le «Centre Évelyne-et-Jean-Kestemberg».

Le Club des Peupliers a donc bénéficié de cette centralisation urbaine, puisqu'il a obtenu l'attribution du commissariat de la rue Bobillot avec un bail emphytéotique à prix dérisoire. J'ai donc fait le déménagement vers la rue Bobillot avec l'idée de pouvoir ouvrir le Club plus fréquemment.

Une variété de structures avait été créée dans le XIIIe par l'Association de Santé Mentale, des ateliers, des foyers, l'hôpital de jour de Maison-Blanche (près du carrefour rue Tolbiac-av. d'Italie), l'hôpital de jour de la rue Watteau.

Le Club n'ouvrant que le samedi après-midi depuis sa création, il apparaissait utile d'ouvrir à l'heure de fermeture des autres institutions d'accueil de jour. Entre 17 heures et le repas du soir, à 20 heures, il y avait un temps de flottement qui était souvent très pénible à vivre pour un certain nombre de personnes qui fréquentaient ces structures : ateliers, hôpital de jour et Maison-Blanche. Un temps qui était très pénible, soit pour la longue plage de solitude qu'il représentait pour ceux qui vivaient seuls, soit pour l'anxiété contagieuse qui pourrissait la vie en famille. Le sentiment d'exclusion était attisé par cet intervalle de rupture entre la vie collective à l'intérieur des institutions soignantes, très intense, tournée vers des échanges forts et le moment de retrouver la solitude ou bien les membres de la famille qui reviennent du boulot ou non, et qui n'ont pas forcément envie de vous voir traîner avec votre mal-être.

Nous avons donc proposé d'ouvrir le Club entre 17 heures et 20 heures. Mais nous avons le souci de ne pas reproduire le défaut des structures d'enfermement psychiatrique qui prennent en charge totalement et évitent toute confrontation à cet espace-temps libre. Nous avons donc convenu d'une ouverture un soir sur deux.

Nous avons alors formé le projet, utopiste, de développer les liens avec des structures du quartier où la vie culturelle s'adresse à tout le monde. Nous avons beaucoup travaillé avec un foyer de jeunes travailleurs où les jeunes étaient aussi en déshérence à ces heures-là. Nous nous disions : voilà, le commissariat tout le monde le connaît, il est de plain-pied sur la rue, on peut laisser la porte grande ouverte, ça changera.

Nous caressions le projet de faire du Club des Peupliers un bar, sans alcool – puisque rattaché à Santé Mentale. Pour avoir de l'argent, nous avons sollicité une subvention de la fondation Pernod-Ricard, qui par le biais de la Ligue contre l'alcoolisme payait ainsi moins d'impôts. En déclarant une fréquentation du Club par des alcooliques, nous justifions l'obtention de financement. Nous avons peut-être un petit peu forcé la dose, côté statistiques. Mais le mobile était bon, on a obtenu des subventions.

Alors on a commencé à travailler comme ça, portes ouvertes de 17 à 20 heures les lundis, mercredis, vendredis, en plus des samedis après-midi et de la «Grande Sortie» annuelle, un dimanche d'été.

Je dis que nous étions utopistes, parce qu'il est vrai que le Club n'est pas devenu ce bar sans alcool ouvert à la vie de quartier. Il est devenu autre chose avec le travail que les équipes successives d'animateurs et les adhérents ont fait. Il est devenu un modèle de structure qui permet à des adhérents, souffrant psychiquement, d'avoir l'expérience d'une vie d'électeurs et d'élus, d'une vie associative d'entraide et de loisirs.

À nos yeux, cela constituait une expérience fondamentale de la vie civile, civique. Reconnaître comme acteur civique, chacun, y compris en grande souffrance psychique. Le Club a fondé cette pratique aux marges de l'institution psychiatrique, et ce sont ses statuts qui ont inspiré – il est prévu d'en parler cet après-midi –, ce qu'on appelle maintenant les GEM, j'aime beaucoup... Je crois que c'est une expérience qui s'est transmise et que sa réalité est là. M. Asinot, que j'ai vu devenir président du Club, est quelqu'un qui a pris les choses avec un grand sérieux et qui a fait de cette fonction, de président du Club une fonction très vivante encore maintenant.

Notre utopie s'est inscrite là, dans une réalité sociale. Par contre, ce que, à l'époque, mes collègues et moi avons tenté d'ouvrir à la vie de quartier... J'avais fait

embaucher des collègues qui n'étaient pas forcément psychologues, mais qui avaient une expérience, soit de travail d'animation dans des foyers de jeunes travailleurs, soit dans le domaine de la culture et de l'art. L'un, Zéférino Rochas, philosophe brésilien, formé à la psychanalyse en France, est reparti au Brésil. Un autre, Christian Danzas, sociologue, a travaillé par la suite comme régisseur de film. Il y avait une palette d'expériences humaines. On a embauché Hilcia Lichtenberger, originaire d'Amérique latine, qui avait elle-même immigrée seule à 16 ans, avait perdu ses appuis familiaux, et s'était construite dans une pratique artistique. Elle est arrivée avec toute l'exigence des disciplines artistiques. Hilcia d'Aubeterre Lichtenberger, comédienne, chanteuse lyrique, danseuse, peintre, après avoir participé à la création du Grand Théâtre Panique avec Topor, Fernando Arrabal, Jodorowsky, et fait des mises en scènes avec son premier mari, Jérôme Savary qui créa Le Grand Panic Circus, Hilcia avait travaillé avec tous les latino-américains du monde du théâtre à Paris, avec Victor Garcia (Ubu roi, d'Alfred Jarry, en 1965), avec Copi en 1968, avec Jorge Lavelli (Orden, opéra mis en scène à Avignon en 1969 ; Le Concile d'Amour). Des spectacles qui étaient d'une discipline artistique extraordinaire et, en même temps, d'une fantaisie qui venait bouleverser notre manière de nous représenter le théâtre, l'opéra en France. Hilcia a apporté ce non-conformisme allié à une discipline artistique. Une manière d'avoir des repères intérieurs, des exigences et des structures que nous, psychologues, nous avons trouvé beaucoup par la psychanalyse, je pense, et elle dans sa pratique artistique.

Les activités au Club se sont diversifiées au-delà des jeux de cartes, des jeux de domino. On avait toujours beaucoup, beaucoup dansé au Club. Les fêtes, comme les anniversaires étaient occasion de danser ensemble. Mes copains de fac me disaient «toi, tu es payée pour faire la taxi-girl des fous»... En tout cas, il est vrai que c'était gai, qu'on aimait danser, mais on s'est dit qu'il fallait aussi donner l'occasion de s'ouvrir à d'autres modalités d'expression. Hilcia a initié le théâtre. Elle avait mis comme condition que les animateurs acceptent de se risquer à jouer en public, avant de proposer aux autres qu'ils s'y risquent aussi. Elle a alors monté deux pièces de théâtre, où étaient mêlés les jeux des animateurs et des adhérents du Club. Je me souviens que mon fils, qui avait six ans, a joué une pièce de théâtre de Samuel Beckett avec un homme de 25 ans, qui parlait très peu habituellement et qui campait un père extraordinaire sur scène. Clotilde Brossard, Christian Danzas, Françoise Domenach, Georges Korobelnik, Christine Leprince, Zéférino Rochas et moi-même avons joué dans sa mise en scène de La Cantatrice chauve, de Ionesco.

Ce qu'on n'a pas réussi, c'est de faire du Club un bistro de quartier.

Je vais ajouter une chose, parce que sinon Vanina Desanges va être très triste. Et moi aussi. Dans les rebondissements de ma vie professionnelle depuis 1997, j'ai été à l'initiative avec des collègues psychanalystes, artistes, journalistes, d'une association qui s'appelle Empreintes et Arts. Elle a pour but de permettre à des artistes qui ont

fréquenté des institutions psychiatriques et/ou qui les fréquentent encore, d'avoir l'occasion de faire valoir leur travail artistique de peinture ou sculpture. Les membres, bénévoles, se rendent disponibles pour apporter une aide à la promotion des œuvres produites en marges ou en ateliers psychiatriques. Depuis treize ans, cela passe par l'aide à constituer des «books», des albums de photos des œuvres de l'artiste, à accompagner des démarches auprès de galeries ou de musées, à faciliter des donations – dont celle d'une centaine d'œuvres de Vanina Desanges au musée de la Création Franche, à Bègles, Gironde –, à contribuer à des expositions individuelles ou collectives. Cela aussi est dans la continuité de l'expérience du Club. Quatre anciens animateurs du Club sont, entre autres, les fondateurs d'Empreintes et Arts : Jean-Pierre Bourgeron, premier président, Hilcia Lichtenberger et Christine Leprince qui nous a rejoints.

Je dirais qu'à l'époque il y avait ce journal qui s'appelait L'Évolution psychiatrique, maintenant je parlerais d'«involution». Je crois que la psychiatrie actuelle connaît une régression terrible. Même les patients qui ont une vie courante autonome, vivant en appartement, en couple et n'ayant besoin que de brèves hospitalisations à la demande, se trouvent en butte actuellement à l'arbitraire de l'autorité médicale «hospitalière».

J'ai récemment eu l'occasion de le constater pour un patient en psychothérapie dans mon cabinet libéral. Parce qu'il voulait réajuster son traitement, en accord avec son psychiatre de ville – ce dont témoignait un courrier spécifique joint à son dossier médical –, cet homme a été enfermé, en toute surdité à ses plaintes, bouclé dans une chambre de contention, ligoté sur un lit avant même qu'une prise de sang soit ordonnée pour mesurer les effets du traitement à rectifier. Il a fallu que sa compagne nous alerte, moi-même, son analyste, ainsi que sa psychiatre, et fasse intervenir sa mère, pour obtenir qu'il soit remis en chambre libre, écouté et soigné véritablement. Son traitement médicamenteux était en effet en surdose et il souffrait du manque de correcteurs supprimés par inadvertance par l'interne, à son entrée dans ce service public parisien.

Je pense qu'on ne se révolte pas assez actuellement. On n'a pas parlé tout à l'heure de 1968, mais ça a été un événement important dans la vie de l'équipe du Club.

À la suite de la mobilisation à laquelle nous avons participé, il y a eu des heurts et des conflits d'autorité aussi avec l'ASM13. Ginette et Jean-Pierre Bourgeron ont démissionné en 1969. Philippe Paumelle n'était pas que ce grand homme si généreux et ouvert, à l'initiative de ce mouvement de transformation humaniste de la psychiatrie publique de secteur, dont nous avons parlé ce matin. Il y a eu des heurts hiérarchiques. Il a eu des paroles autocratiques qu'il a peut-être regrettées après, mais dans une des réunions où tout le personnel de l'ASM13 était en révolution, en élaboration éruptive comme on l'était en 1968, il a déclaré que ne pouvaient se

considérer comme soignants ceux qui étaient incapables de diagnostiquer une tumeur au cerveau. Résurgences de ce qu'il y a de pire, à mon avis, dans la hiérarchie médicale encore enseignée.

À propos du Bulletin du Club, j'ai eu un grand regret à l'occasion de la préparation de ce cinquantenaire. Nous éditons un bulletin trimestriel aussi à notre époque (en ce qui me concerne, jusqu'au début 1974). Je me souviens que notre secrétaire administrative rémunérée, Mme Miral – personnage très convivial qui assurait une sorte de permanence toute la semaine – était très organisée, plus que moi, et elle avait réuni des archives importantes. Or, apparemment, cette période-là a été égarée, perdue. Ce qui est très dommage, parce qu'il y avait beaucoup d'articles dans ce bulletin trimestriel, des comptes rendus d'assemblées générales et de conseils d'administration ; beaucoup de courriers, échange de courriers, démarches administratives dans ces archives du Club des Peupliers. Parce que ça ne peut pas fonctionner sans gestion administrative un Club et qu'il faut trouver de l'argent.